

**MACRON GARDE LE CAP : NOUS AUSSI !**

Pour répondre aux revendications de justice fiscale et sociale, de services publics, d'augmentation du pouvoir d'achat qui s'expriment depuis des mois, la Président Macron maintient le cap en jouant la sourde oreille.

Non monsieur Macron, revaloriser le travail ne veut pas dire geler les salaires et les pensions mais les augmenter !

Plus de justice fiscale ne veut pas dire moins d'impôt mais une fiscalité plus juste, c'est à dire prenant en compte les facultés contributives de chacun.

Cela passe par l'augmentation des impôts progressifs, notamment l'impôt sur le revenu, pour mobiliser davantage de ressources possédées par les plus riches, et par un allègement des impôts proportionnels, comme la TVA, qui pèsent davantage sur les personnes aux revenus plus modestes.

Comment faire ?

- Réhabiliter l'impôt sur le revenu notamment en ajoutant des tranches pour les plus hauts revenus
- Baisser le taux normal de TVA à 15 %, comme le permet la législation européenne
- Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité
- Instaurer un impôt sur la fortune au taux progressif
- Créer un impôt local prenant en compte le niveau de revenu des contribuables
- Créer un impôt local sur les entreprises prenant en compte la politique de l'entreprise en terme d'emploi, de salaire, de formation, d'égalité, d'investissement et d'environnement
- Mettre en place une véritable taxe sur les transactions financières
- Sortir la composante carbone des taxes sur la consommation finale
- Instaurer un mécanisme de traçabilité du carbone permettant de connaître l'empreinte carbone des produits importés sur le marché européen. Celui-ci servirait de base à un mécanisme d'ajustement aux frontières évitant la délocalisation des activités industrielles vers des régions ou pays moins exigeants dans leur politique climatique
- Taxer davantage les revenus du capital

La suppression de l'ISF reste un cadeau pour les grandes fortunes : 90% des revenus des 100 Français les plus riches sont constitués de revenus du capital, seulement 15% pour l'ensemble des Français.

Les moyens existent pour des services publics qui répondent aux besoins, il s'agit de les mobiliser ! Les mesures ci-dessus rapporteraient une cinquantaine de milliards d'euros par an, la suppression des niches fiscales n'ayant pas démontré leur efficacité sociale, économique ou environnementale représenterait 50 milliards d'euros supplémentaires, l'emprunt direct par l'État auprès de la BCE permettrait d'économiser 40 milliards d'intérêt, enfin la lutte véritable contre la fraude et l'évasion fiscale en renforçant les moyens par le recrutement immédiat de 20.000 agents publics pourrait rapporter 10 milliards.

Tout cela est possible à court terme, les richesses existent !

C'est une question de choix politique. A nous, tous ensemble de leur imposer !

Le 1er mai, le 9 mai.... les occasions ne manquent pas !